

Contribution de la Commission Europe de la Fédération du Nord (France) au Manifesto du PSE : L'Europe dans le monde

Toute réflexion sur l'avenir de l'Europe ne pourra faire abstraction de sa place dans le monde et de son rapport aux autres pays (voisins ou plus éloignés). Il est alors temps pour que l'Europe se tourne plus résolument vers l'extérieur, vers le monde et y joue un rôle plus politique et stratégique. Les socialistes européens doivent s'engager à construire une Europe pour qui le rapport au monde devient un élément constitutif de sa légitimité et qui donne du sens à sa construction.

Vu les défis de la démographie, de la croissance économique, des déséquilibres environnementaux, de l'exacerbation des inégalités Nord-Sud, vu la hausse inquiétante des prix de l'énergie et des matières premières, l'Union européenne doit davantage que dans le passé être solidaire et se mettre au service des autres. Dans un monde globalisé et interdépendant, nous ne pouvons construire seuls et nous replier sur nous-mêmes.

L'incapacité de l'Union européenne de se montrer collectivement à la hauteur et d'avoir une position commune lors de la guerre en Ex-Yougoslavie et en Irak a interpellé et inquiété les citoyens européens qui souhaitent une Europe qui joue à jeu égal avec les grands acteurs de la scène internationale. L'Europe est certes le premier contributeur pour l'aide publique au développement, le premier contributeur pour la gestion civile des crises, le premier espace pour la diplomatie de droit, mais elle doit clairement se donner les moyens de son action extérieure et devenir un acteur mondial sur la scène internationale.

DEUX PREALABLES

1. Tous les partis socialistes et sociaux-démocrates européens du PSE doivent s'engager sur le projet commun qui sera adopté par le PSE en novembre 2008 au plan européen mais également au plan national. Afin d'aboutir à une vision de gauche cohérente et unie à l'échelle européenne, les partis veillent à une *déclinaison nationale* des engagements pris au niveau européen et à leur mise en œuvre.

La construction d'une Europe prônant des valeurs de gauche nécessite un clivage plus marqué entre les propositions et projets portés par la gauche et la droite européennes à tous les niveaux (Conseil, Parlement). Nous proposons par exemple des réunions de concertation de tous les socialistes au pouvoir avant les Conseils des ministres. Les citoyens doivent pouvoir identifier davantage que dans le passé une vision de gauche cohérente au niveau européen.

La PSE, et plus généralement la gauche européenne, n'est pas politiquement majoritaire tant au niveau de sa représentation au Parlement européen qu'à celui des majorités gouvernementales des pays constituant l'Union européenne et donc du Conseil.

Notre capacité à faire adopter des mesures de sensibilité de gauche dépend donc considérablement de celle du PSE de « faire le poids » dans les négociations parlementaires et

intergouvernementales. Actuellement les positions adoptées par les pays au Conseil sont plus souvent dictées par les intérêts nationaux que par les sensibilités politiques de leurs gouvernements. Ceci aboutit à des prises de positions réunissant des gouvernements de sensibilités différentes, souvent incohérentes par rapport à celles des représentants socialistes au PSE et le tout au détriment de la clarté et de la lisibilité politique du PSE.

Il faut donc faire en sorte que les pays gouvernés par des partis membres du PSE prennent une position commune, parlent d'une seule voix lors de toutes les négociations à l'échelle européenne et, dans la mesure où ils partagent le pouvoir législatif européen, prennent en compte les positions des représentants du PSE au Parlement européen.

Nous proposons donc que les partis membres du PSE s'engagent à respecter et défendre les orientations du Manifesto2009 à tous les niveaux institutionnels et de pouvoir.

En particulier, il est essentiel que tous les gouvernements nationaux dirigés par des forces politiques membres du PSE parlent d'une seule voix.

Nous proposons que toutes les réunions des Conseils (Chefs de gouvernement, ou de ministres) soient précédés d'une consultation approfondie entre les ministres socialistes et les délégués des parlementaires PSE afin d'adopter une position commune et de désigner un porte-parole unique.

Par ailleurs, la visibilité et la lisibilité du PSE passe par des **actions concrètes**. A défaut de réunir une majorité suffisante pour imposer une action ou une orientation politique à l'ensemble de l'Union européenne, **des actions concrètes menées dans un cadre informel peuvent être réalisées par l'intermédiaire des gouvernements nationaux dirigés par les partis membres du PSE.**

La capacité du PSE à coordonner ces actions constituera un élément essentiel permettant de consolider son poids politique et, à terme, de faire en sorte que ces prises de positions soient adoptées institutionnellement par l'ensemble de l'Union.

2. Vu l'évolution du capitalisme mondial actuel qui assèche les structures et aux difficultés que ses excès engendrent alors qu'il échappe de plus en plus au contrôle par les Etats, l'Union européenne doit se fixer comme objectif d'entrer dans une nouvelle étape qui doit être celle d'une économie solidaire et différente qui intègre d'autres impératifs que la course exclusive au profit comme finalité.

A ce titre, les flux financiers qui s'assurent des parts de propriété dans notre système économique ne peuvent plus être exemptés de tout contrôle de leurs intentions stratégiques et être systématiquement tenus pour des apports purs, des investissements bienveillants.

On se rend compte qu'à très grande échelle, échappant désormais à toute intervention régulatrice des pouvoirs publics, à toutes les étapes du processus, les mécanismes de formation des valeurs d'échange sont guidés uniquement par la pression de la maximalisation du profit à court terme, sans considération du droit légitime des consommateurs et usagers de bénéficier de la garantie d'accès à la satisfaction de leurs

besoins à des conditions compatibles entre les modalités de la mise sur les marchés des produits concernés et le niveau de ressources et solvabilité que l'organisation effective des conditions de production assure à ces citoyens et travailleurs en tant que consommateurs.

Face à ces difficultés grandissantes qui occasionnent désormais des manifestations de rue, pendant que le système qui échappe de plus en plus au contrôle des Etats continue de produire des disparités excessives, l'Union européenne doit se responsabiliser socialement.

NOS PROPOSITIONS

1. Instaurer un commissaire européen aux droits de l'homme qui agit en fonction d'une stratégie commune clairement définie et appliquée. Il s'agit de promouvoir notre conception des droits de l'homme excluant la peine de mort, incluant des droits sociaux avancés, le respect du droit international dans les relations internationales et le principe de précaution en matière environnementale par exemple. Davantage que dans le passé, il faut mettre en balance le respect des droits de l'homme et les droits sociaux fondamentaux avec la politique commerciale appliquée à l'échelle européenne.

Un code éthique pourrait être ainsi mis en place incluant les critères de respect des droits de l'homme, de l'environnement, de bioéthique. Tous les gouvernements socialistes s'engageraient à en demander le respect lors de toute contractualisation bilatérale avec des pays tiers.

2. Harmoniser la Politique étrangère et de sécurité commune : il est impératif d'harmoniser les positions en matière de PESC, d'arriver à des coalitions entre gouvernements et parlementaires socialistes, afin de réduire le fossé observé actuellement entre les attentes des citoyens et la capacité d'action de l'Union européenne. Trop souvent, une position reçoit le label européen mais n'est pas le produit d'une réflexion commune et l'élaboration d'une stratégie européenne. Des réunions des ministres des Affaires étrangères socialistes doivent donc être organisés régulièrement et associer les parlementaires européens (par exemple les membres socialistes de la commission parlementaire ad hoc).

Ces réunions devront précéder toute prise de position de l'Union européenne et des gouvernements socialistes sur ses relations avec les pays tiers - notamment lors de la survenue de conflits régionaux.

3. Vu notre vocation internationaliste, vu notre devoir d'être solidaire et d'aider au co-développement de nos voisins plus proches et plus éloignés, vu l'équilibre géopolitique en pleine mutation, il faut faire du Partenariat stratégique avec l'Afrique une priorité et un élément d'équilibre géopolitique.

L'Afrique concentre sur son territoire l'ensemble des principaux enjeux et risques majeurs du monde contemporain (démographie, risque sanitaire, enjeu environnemental), L'aide européenne au développement augmente certes (0,56 % du PIB en 2010 et 0,7% en 2015

avec 50% pour l'Afrique), mais cet effort financier doit être intensifié et accéléré. Il doit aller de pair avec des **arbitrages et objectifs clairs par rapport au budget européen et sa révision**. Une Europe socialiste doit se donner les moyens de son engagement solidaire. Le partenariat doit être par ailleurs basé sur l'égalité des partenaires avec l'identification de grands sujets d'intérêt commun.

Dans ce contexte, il faut également réduire la dette des pays en difficulté. De nombreux pays, notamment d'Afrique, sont étouffés par le poids de la dette publique. Une action concertée peut être envisagée avec notamment :

La mise au point de critères communs

La concertation des opérations d'annulation de la dette afin d'assurer la cohérence géographique et politique

La mise en place d'outils communs d'observation du respect des conditions d'utilisation des fonds publics rendus disponibles suite à l'annulation (priorité aux domaines de la santé, de l'éducation, de l'émancipation de la femme et de la lutte contre les discriminations, la solidarité humaine et sociale, ...)

Une réforme de la politique agricole commune doit prendre en compte les intérêts des pays du Sud. La PAC actuelle a des répercussions très négatives dans les pays du Sud. Elle doit être également davantage respectueuse du développement durable et équitable en exportant ses bonnes pratiques agricoles vers les pays du sud.

4. **Les migrations :** Dans le cadre des débats sur les migrations qui incluent le défi de migration interne, une position claire et cohérente doit être défendue par le PSE. Cette position doit se baser sur les valeurs fondamentales de la gauche (humanisme, respect des Droits de l'Homme, solidarité, ...). La réalité des besoins économiques afin d'accompagner une immigration officielle peut être encouragée à condition d'être menée de façon cohérente avec des mesures sérieuses d'intégration et qu'elle soit respectueuse des pays d'origine. D'autre part, l'immigration illégale (souvent motivée par la détresse humaine) ne doit pas être réduite à des mesures démagogiques risquant d'alimenter des comportements xénophobes.

5. **Une politique fiscale** concertée pourrait être mise en place dans les pays socialistes européens afin de favoriser les entreprises européennes qui investissent de manière responsable et durable dans les pays en voie de développement. En particulier, l'émergence d'un nouveau modèle économique et social au niveau mondial (respectueux de l'homme et de la nature) passe par une prise de conscience et une sensibilisation forte dans les pays consommateurs. Des actions de sensibilisation communes (sous l'égide du PSE) peuvent donc être envisagées afin de soutenir l'économie sociale et solidaire et le commerce équitable de même que des mesures financières concrètes (TVA réduite, défiscalisation des investissements, aide aux associations, concertation avec les acteurs de la distribution, ...).

Pour la Commission Europe de la Fédération du Nord :

Nicolas BERNARD, Colette BLOCH, Denise CACHEUX, Kevin FARRELL, Mamadou KEITA, Yazid LEHINGUE, Laurent KERVAON, Axel LOFBERG, Orietta LOFBERG, Robert LUBEK, Marc MEGRET, Marie-Claude MONNET, Bertrand MOREAU, Alphonse MULLER, Claude RIVIERE, Frédéric ROUVIERE, Bernard VIGREUX, Anne WETZEL